



# RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Le 11 avril 2024

**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

## **Les Palestiniens ont besoin d'autre chose que des protestations hypocrites des Biden et des Macron**

*300 000 Palestiniens errent dans le nord de Gaza, tentant comme ils le peuvent de récupérer de la nourriture, renonçant souvent à s'approcher des colis largués au titre de l'aide humanitaire, parce que les soldats israéliens les prennent pour cible. Dans le sud, plus d'un million de Gazaouis sont entassés, menacés en permanence par l'armée israélienne – snipers, drones, tout l'arsenal moderne est mobilisé, officiellement contre le Hamas, en réalité contre la population.*

### **Biden-Macron complices de six mois de massacre**

Les dirigeants israéliens utilisent la famine comme arme de guerre, bombardent les populations civiles, utilisent des balles explosives pour mutiler des gosses. Tout cela est documenté. Mais c'est seulement le 4 avril que Biden a décidé de hausser un tout petit peu le ton vis-à-vis du Premier ministre israélien, Netanyahu. Il a conditionné l'aide américaine à la « protection des civils » palestiniens et à l'acheminement de l'aide humanitaire... Mais les livraisons d'armes se poursuivent jour après jour.

Cela fait six mois que l'armée israélienne massacre. Plus de 30 000 morts, dont plus de 40 % d'enfants, 75 000 blessés, dans des hôpitaux bombardés et manquant de tout. Biden et les dirigeants des puissances impérialistes comme Macron ont l'indignation tardive et, dans les faits, soutiennent l'armée israélienne : les dirigeants israéliens se livrent à un génocide dont les Biden et les Macron sont complices.

### **L'ordre impérialiste contre les peuples**

Complices, les prédécesseurs de Macron l'avaient aussi été durant un autre génocide, celui de 800 000 membres de la minorité tutsi par le gouvernement hutu au Rwanda il y a trente ans.

Macron a failli reconnaître du bout des lèvres que l'armée française aurait pu l'éviter, avant de se rétracter. L'armée française a en fait été une complice active du génocide rwandais et, depuis, l'armée et le gouvernement français n'ont eu de cesse de propager des mensonges sur ce qui s'est passé alors. Faudra-t-il attendre trente ans pour qu'un obscur successeur de Macron reconnaisse qu'il aurait été possible de cesser de livrer des armes à Israël et de s'en prendre au gouvernement israélien coupable de ce qu'eux-mêmes nomment des crimes de guerre ?

Ce n'est pas un hasard si la dénonciation n'est que verbale. Les puissances impérialistes sont des soutiens inconditionnels de l'État sioniste qui est leur bras armé dans une région dont ils pillent les ressources, empêchent le développement, maintenant les populations dans la misère avec l'aide de dictateurs locaux. Ces derniers, qu'il s'agisse des dirigeants égyptiens, syriens, iraniens et autres ont tous réprimé des soulèvements populaires : ils protestent verbalement, mais ils ne lèvent pas et ne lèveront pas le petit doigt pour s'opposer au massacre, trop contents que leurs propres peuples voient ce qui peut arriver quand on relève la tête.

### **Manifester notre solidarité**

Depuis plus de 75 ans, les Palestiniens n'ont pu compter que sur eux-mêmes et sur le soutien des manifestations populaires dans le monde. Samedi 6 avril, 100 000 manifestants ont défilé à Tel-Aviv pour réclamer la démission de Netanyahu. Même si la plupart ne remettent pas en cause la guerre, c'est un facteur de fragilisation du gouvernement israélien d'extrême droite.

Les manifestations doivent se poursuivre partout. Faut-il rappeler les accusations proférées par nos gouvernants contre ceux qui, ici, voulaient manifester leur soutien au peuple palestinien ? Les interdictions, les poursuites judiciaires encore ces derniers jours, alors que nous n'avons fait que dénoncer ce que Macron et Biden reconnaissent aujourd'hui ?

**Il reste essentiel de manifester contre ce qui se passe à Gaza, pour contraindre les dirigeants impérialistes à cesser d'envoyer des armes au gouvernement israélien, et pour que prenne fin la colonisation et l'oppression du peuple palestinien.**



**Élections européennes 2024 : le NPA présente la liste « Pour un monde sans frontières ni patrons, urgence révolution ! », conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, syndicaliste à La Poste.**

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : [www.nouveupartianticapitaliste.fr](http://www.nouveupartianticapitaliste.fr) | INSTAGRAM : @npanouveupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA\_NouvParAnti

Imp.Spé.NPA

## France Travail : des agents en grève pour de meilleures conditions de travail et d'accueil

Dans le 94, en Île-de-France, des conseillers se sont saisis de la grève du 19 mars pour revendiquer non seulement une hausse de salaire de 300 euros net mais aussi une amélioration de leurs conditions de travail au sein de l'agence. En cause, l'insalubrité des lieux (fuites et moisissures), une charge de travail élevée et un risque pour les agents d'accueil de revenir à des vacances de quatre heures au lieu de deux. La grève et le rapport de force ont permis d'obtenir l'accélération des travaux de rénovation, mais surtout de faire acter et noter noir sur blanc par la direction que les vacances d'accueil ne pouvaient pas dépasser les deux heures d'affilée.

Une victoire et une bataille qui en appelle d'autres, à l'image de la grève d'une agence du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Depuis début mars, les agents du service « indemnisation » ont fait quatre jours de débrayage pour l'ouverture d'un accueil sans rendez-vous pour les questions concernant les allocations.

Dans un contexte d'accroissement de la pauvreté et d'incertitude quant à l'avenir des services publics, des travailleurs relèvent la tête, refusent de voir leurs conditions de travail se dégrader.

**Et ici à la CRAMIF, les collègues qui travaillent à la plateforme téléphonique relation client ont fait grève plusieurs jours en mars. En causes, les conditions de travail et les salaires. Il est prévu que le mouvement reprenne en mai. Rejoignons-les ! Car, à la CRAMIF comme partout, seule l'organisation des travailleurs en lutte paiera !**

## Jeux olympiques : des étudiants toujours à la rue

À quelques semaines de l'ouverture des Jeux olympiques, plusieurs centaines d'étudiants qui occupent des logements universitaires (en général des chambres) – qu'ils seront contraints de céder aux « agents publics prioritaires » (policiers, pompiers, agents de sécurité, etc.) ne savent toujours pas s'ils seront relogés ni où. Le collectif Rescrous, créé en février pour dénoncer cette situation intolérable, n'a toujours pas obtenu de réponse du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) qui gère plus de 3 000 chambres réquisitionnées. Par contre ce dernier propose à ceux obligés de partir des « kits de déménagement » comprenant des rouleaux de papier collant, des cartons, des navettes et... 100 euros. Difficile de se moquer plus ouvertement des étudiants...

## La chasse aux SDF ? Clément Beaune ne connaît pas !

Dans une déclaration au *Parisien*, le député Renaissance Clément Beaune a nié toute « chasse aux SDF avec les Jeux olympiques » dans les rues de la capitale. Selon lui « pour des raisons de salubrité il y a des lieux où on ne peut pas laisser s'installer un campement ». Fort juste. Mais, pour les mêmes « raisons de salubrité », Macron avait promis, en 2017, que personne ne serait plus à la rue d'ici la fin de son premier quinquennat en 2022. Promesse non tenue, comme d'habitude. Et aujourd'hui il est plus facile de pourchasser les SDF que de leur proposer des logements décents.

## Allemagne : « travail obligatoire » pour certains migrants

Dans plusieurs régions d'Allemagne, les demandeurs d'asile sont désormais contraints d'effectuer des travaux dans leur centre d'accueil pour ne pas perdre une partie de leurs aides sociales. Ils taillent des haies, balayent les rues et nettoient les vitres. Dans le Land de Thuringe, à l'est de l'Allemagne, tous les résidents adultes en bonne santé du centre d'accueil pour demandeurs d'asile de Saale-Orla sont tenus de travailler jusqu'à quatre heures par jour, payés... 80 centimes de l'heure. Ceux qui refusent voient leurs prestations sociales réduites – jusqu'à 180 euros par mois en moins. Il faut cependant rappeler que, dans le même temps, la plupart des migrants se voient refuser un permis de travail qui leur permettrait de trouver un emploi stable. Cette campagne sur « le travail obligatoire des migrants » donne une idée erronée et raciste des réfugiés qui seraient « réfractaires au travail ». Pas étonnant qu'elle ait été lancée par la droite chrétienne-démocrate et applaudie par l'extrême droite.

## Le gouvernement cible notre classe !

On en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

## Pour « désmicardiser », il faut lutter

Gabriel Attal, qui semble découvrir l'existence des bas salaires, vient de lancer un nouveau slogan : « Désmicardiser la France ». Le pourcentage des salariés rémunérés au smic a en effet augmenté, dans le privé, leur pourcentage est passé de 12 % en 2021 à 17 % en 2024. Et cette statistique ne fait pas mention des salaires à peine supérieurs au smic, des temps partiels et des précaires. L'explication trouvée par les conseillers du pouvoir, c'est que les patrons n'auraient pas intérêt à augmenter leurs salariés car ça leur infligerait davantage de charges. Conclusion : il faudrait encore baisser les charges patronales. Ce petit tour de passe-passe permet donc de prendre argument des bas salaires pour favoriser davantage les patrons. Face à cette hypocrisie, le meilleur moyen d'augmenter tous les salaires, et pas seulement le smic, ce serait une lutte d'ampleur des travailleurs pour revendiquer des augmentations égales pour tous d'au moins 400 euros par mois.

